



Vers une stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour la promotion de la parité des sexes Réunion de consultation avec les pouvoirs publics : 28 mai 2015 Synthèse des réactions Rabat (Maroc)

Une réunion de consultation avec des **représentants du gouvernement** s'est tenue le **28 mai 2015 à Rabat** (Maroc). Après un exposé de l'équipe du Groupe de la Banque mondiale sur le contexte, la portée envisagée et le processus d'élaboration de la stratégie, la parole a été donnée aux participants pour commentaires et recommandations. La synthèse ci-dessous ressort les principaux points soulevés et recommandations formulées lors de la réunion.

Nombre total de participants : 36.

Réactions des intervenants

1. PRINCIPALES LACUNES EN MATIÈRE DE PARITÉ DES SEXES QUE LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DEVRAIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION EN PRIORITÉ AFIN D'AIDER LES PAYS À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET PROMOUVOIR DES SOCIÉTÉS PLUS ÉQUITABLES.

En élaborant la stratégie renouvelée de promotion de la parité des sexes, le Groupe de la Banque mondiale devrait accorder de l'attention aux aspects suivants :

- Ségrégation sexiste au travail : les femmes sont souvent employées à des postes à faible rémunération en raison notamment d'un système éducatif sexiste. Au Maroc, à l'école les filles sont souvent orientées vers des secteurs économiques considérés traditionnellement comme féminins (par exemple, les salons de beauté) dont les salaires sont inférieurs à ceux des emplois des secteurs considérés comme plus masculins. La stratégie renouvelée du Groupe de la Banque mondiale pourrait aider à faire tomber les barrières afin que les emplois ne soient plus perçus comme masculins ou féminins.

- **Obstacles sexistes au transport** : le manque de mobilité est l'une des principales raisons de la faible participation des femmes à l'activité économique. Un système de transport public sûr et abordable aiderait à accroître les taux de participation des femmes au marché du travail et à l'économie dans son ensemble, et la stratégie renouvelée du Groupe de la Banque mondiale pour la promotion de la parité des sexes pourrait aider à déterminer des solutions différentes en fonction des particularités des pays.
- **Manque de services de garde d'enfants** : il est considéré comme une raison majeure des taux élevés de sortie des femmes du marché du travail au Maroc. Le manque de services de garde d'enfants pousse souvent les femmes à quitter leur emploi après la maternité. Cette tendance est particulièrement prononcée dans le secteur privé où la journée de travail est plus longue, ce qui fait qu'il est plus difficile pour les femmes de concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle.
- **Accès au logement** : au Maroc, les femmes ont très peu accès au logement, d'où la grande difficulté pour elle d'être indépendantes, que ce soit en tant que célibataires ou divorcées.
- **Décalage entre des politiques bien avisées et une application défailante** : au Maroc par exemple, le cadre juridique mis en place après les réformes constitutionnelles de 2011 est tout à fait progressiste et les politiques publiques font généralement spécifiquement référence aux besoins des femmes. Pourtant, cette dimension sexospécifique n'est pas souvent prise en compte lors de leur application. La nouvelle stratégie devrait permettre de déterminer ou proposer de nouveaux mécanismes pour traduire les lois et les stratégies en mesures concrètes. Le Groupe de la Banque mondiale pourrait aussi aider en encourageant les pouvoirs publics à organiser des réunions interministérielles en vue d'une meilleure coordination des interventions de l'ensemble des départements ministériels sur la question de l'égalité des sexes, qui de par son caractère transversal revêt une importance particulière.
- **Disponibilité, utilisation et évaluation de données** : dans l'ensemble, il est important d'utiliser des données déjà disponibles et de veiller à ce qu'elles soient diffusées systématiquement. Par exemple, au Maroc, des données existent, mais elles sont souvent conservées au sein des ministères et pas largement diffusées. Le Groupe de la Banque mondiale pourrait aider l'État marocain à entreprendre une évaluation plus systématique de l'impact de ses lois, politiques et interventions.

2. EXEMPLES DE POLITIQUES, APPROCHES ET PROGRAMMES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ AYANT CONTRIBUÉ À ÉLIMINER LES CONTRAINTES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES PESANT SUR LES FEMMES ET DONT LA STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE POURRAIT S'INSPIRER

- Le budget tenant compte de la parité des sexes pourrait constituer un instrument permettant de rationaliser la question de la parité dans les stratégies, politiques et programmes de l'ensemble des ministères. Au Maroc, par exemple, la loi organique relative à la loi de finances prévoit une gestion budgétaire axée sur les résultats dans tous les ministères, et en son article 39, elle stipule que la dimension de la parité doit être prise en compte dans les stratégies de chaque ministère. L'expérience

marocaine montre qu'un budget qui tient compte de la parité des sexes est un bon instrument pour s'attaquer aux questions de genre, mais il requiert la formation des agents, des dispositions juridiques spécifiques et d'autres éléments préalables. Le budget tenant compte de la parité ne peut pas être considéré de façon isolée. Dans le cas du Maroc, le processus d'intégration d'un budget tenant compte de la parité a démarré en 2002 avec l'introduction d'un budget axé sur les résultats qui a été lancé tout d'abord dans quelques départements ministériels à titre expérimental, notamment ceux en charge des finances, des affaires étrangères, de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'agriculture. Chaque ministère participant à la phase expérimentale doit définir clairement sa ligne d'action, ses objectifs et ses indicateurs, et la dimension sexospécifique doit être intégrée à tous les niveaux. À ce jour, la mise en œuvre est inégale d'un ministère à l'autre, certains étant très avancés sur l'intégration de la dimension de la parité dans leurs budgets, d'autres faisant des progrès et d'autres encore étant à la traîne.

3. RECOMMANDATIONS SUR LES SOLUTIONS NÉCESSAIRES POUR ACCROÎTRE LA PROPRIÉTÉ OU L'ACCÈS DES FEMMES À LA TERRE, AU LOGEMENT, AU CRÉDIT ET À LA TECHNOLOGIE.

- La prise en compte systématique de la parité des sexes nécessite l'**institutionnalisation de la stratégie de promotion de la parité des sexes** dans les ministères de tutelle. Le Groupe de la Banque mondiale pourrait aider en ce sens en diffusant des exemples de la façon dont cette institutionnalisation s'est opérée dans d'autres pays.

4. RECOMMANDATIONS SUR LA FAÇON DONT LE GROUPE DE BANQUE MONDIALE PEUT MIEUX AIDER LES PAYS ET LES ENTREPRISES À RENFORCER LEURS SYSTÈMES ET INSTITUTIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES SEXES EN VUE DE RÉSULTATS PLUS DURABLES

- La stratégie renouvelée du Groupe de la Banque mondiale pour la promotion de la parité des sexes devrait introduire une **approche multisectorielle**. La stratégie devrait être globale et fournir un cadre assorti de plans d'action sectoriels et d'instruments spécifiques pour sa mise en œuvre.
- La stratégie renouvelée devrait être suffisamment souple pour pouvoir être adaptée aux **spécificités de chaque pays**. Concrètement, la stratégie doit être ancrée tout d'abord dans la région, puis dans le pays. Les politiques doivent être aussi proches que possible des bénéficiaires et comporter des indicateurs spécifiques et taillés sur mesure. Le Groupe de la Banque mondiale doit tenir compte du fait que les stratégies nationales manquent parfois de prendre en considération la différence entre les zones urbaines et rurales.

5. DÉFICITS IMPORTANTS DE CONNAISSANCES – DOMAINES OÙ L'ON SAIT PEU DE CHOSES ET AUXQUELS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE DEVRAIT ACCORDER LA PRIORITÉ DANS SON TRAVAIL AFIN DE GOMMER LES DISPARITÉS ENTRE LES SEXES

- La stratégie renouvelée pourrait bénéficier d'une **évaluation approfondie des causes sous-jacentes** de la faible représentation des femmes parmi la population active, qu'il s'agisse d'aspects culturels, de difficultés à concilier vie personnelle et vie professionnelle et d'autres barrières à l'entrée.
- Le Groupe de la Banque mondiale pourrait aider les autorités marocaines à évaluer l'impact de toutes les mesures qui ont été prises dans le pays au fil des ans dans le but de combler les lacunes sur le plan de l'égalité des sexes, y compris l'impact des réformes constitutionnelles de 2011. Une évaluation des politiques publiques en place aiderait les pouvoirs publics à mieux cerner les mesures qui sont efficaces et celles qui ne le sont pas.